



CONSOLIDER LES CAPACITÉS DE GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE AU BANGLADESH

University of Manitoba, Université Nord-Sud, Université BRAC et Centre d'études sur les ressources naturelles du Bangladesh

1. Le partenariat

Le Bangladesh est situé dans un milieu deltaïque écosensible. Puisqu'il s'agit de l'un des pays les plus densément peuplés au monde, il fait face à d'importantes difficultés pour préserver ses ressources naturelles et la salubrité de l'environnement. Pour relever ces défis, le gouvernement du Bangladesh a cerné ses principales priorités en matière de développement, soit l'amélioration de la gouvernance, le développement du secteur privé, la participation des femmes à la prise de décisions et la conservation de l'environnement. C'est dans ce contexte que l'Université Nord-Sud (Bangladesh) a demandé l'aide de l'Institut des ressources naturelles de la University of Manitoba en 2004 pour former un partenariat qui contribuerait à renforcer la capacité des établissements et des ressources humaines en matière de gouvernance environnementale au Bangladesh. Ce projet d'une durée de six ans a commencé en 2007 avec la participation de quatre partenaires :

1. L'Université Nord-Sud (Bangladesh), fondée en 1993, est la première université privée au Bangladesh. Elle offre des programmes dans diverses disciplines (administration, génie, affaires, enseignement) et fait partie d'un solide réseau international composé d'universités du Bangladesh et d'ailleurs.



FAMILLE BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME DE MICROCRÉDIT ÉCOLOGIQUE FAISANT L'ÉLEVAGE DE VACHES À BOROLEKHA, AU BANGLADESH. Photo : Apurba K. Deb

2. L'Institut des ressources naturelles de la University of Manitoba (Canada) intègre les connaissances acquises au moyen des sciences naturelles et sociales pour élaborer des perspectives globales sur les problèmes de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Son personnel enseignant et ses étudiants participent à des initiatives à l'échelle municipale, nationale et internationale.

3. L'Université BRAC (Bangladesh) a été créée par le Comité pour le développement rural du Bangladesh, l'une des plus grandes ONG au monde. Elle offre un large éventail de programmes d'études visant à fournir aux étudiants les outils et les compétences nécessaires pour diriger avec créativité les processus de développement économique et social du Bangladesh.
4. Le Centre d'études sur les ressources naturelles (CNRS), fondé au Bangladesh en 1993, est une organisation de développement non gouvernementale et non politique qui possède une longue expérience en matière de gestion écologique d'un écosystème de plaines inondables au moyen de méthodes de gestion communautaire.

Les partenaires ont décidé de faire participer des universitaires et des ONG pour établir un lien plus étroit entre les universités participantes et les collectivités faisant face à des défis en matière de gestion et de gouvernance de l'environnement et des ressources naturelles. Ils estimaient que les solutions élaborées seraient plus pertinentes si les membres des collectivités appliquaient leurs connaissances aux activités de recherche et d'enseignement des partenaires universitaires et que les collectivités, en retour, profiteraient de ces nouvelles connaissances grâce à la mise en œuvre des projets financés par les prêts consentis dans le cadre de cette initiative.

2. Méthodes de travail

Pour atteindre leur objectif, les partenaires ont convenu de se concentrer sur trois domaines interreliés : l'élaboration de deux nouveaux programmes universitaires appliqués en gestion des ressources et de l'environnement, le renforcement de la capacité des organismes locaux à aider les collectivités participantes à mettre en œuvre des projets de « microcrédit écologique » et la création d'un réseau politique national pour faire participer les intervenants clés à un dialogue continu sur la gouvernance démocratique sexospécifique, le développement du secteur privé pour réduire la pauvreté et la gestion durable des ressources naturelles.

Les partenaires ont choisi d'adopter une démarche intégrée selon laquelle les stratégies de croissance économique pour réduire la pauvreté et de gestion communautaire durable des ressources et de l'environnement ont été regroupées en une seule initiative. Ainsi, ils devaient élaborer de nouveaux programmes universitaires et, en même temps, offrir des prêts liés à des initiatives communautaires en accordant la priorité aux groupes de femmes. Selon les principaux

intervenants du projet, l'interrelation des composantes était l'une des caractéristiques centrales de cette initiative. Dès le départ, les partenaires avaient une vision selon laquelle les composantes ne devraient pas évoluer en parallèle, mais plutôt en complémentarité. Les partenaires avaient besoin de processus de communication solides et efficaces et de façons d'échanger leurs opinions et leurs connaissances mutuelles de façon continue.

Un exemple de ces processus de communication est l'établissement d'une compréhension commune du concept de microcrédit écologique entre les partenaires. Au Bangladesh, le microcrédit écologique est un concept nouveau. À l'échelle organisationnelle, il fait référence à des mesures et à des critères utilisés par les établissements offrant du microcrédit pour examiner les projets présentés par les emprunteurs potentiels d'un point de vue environnemental. À l'échelle opérationnelle, il fait référence à des petits prêts pouvant être consentis pour créer des microentreprises écologiques, c'est-à-dire qui emploient des ressources naturelles renouvelables et utilisent l'environnement de façon durable pour améliorer et diversifier les moyens de subsistance. Cependant, cette pratique d'examen environnemental n'est pas répandue au Bangladesh. Ainsi, les partenaires ont dû s'entendre sur une compréhension commune d'un projet écologique, car ils avaient différents points de vue sur le sujet. Ils ont été en mesure d'échanger ouvertement et d'exprimer leurs opinions et leurs points de vue sur la définition des projets écologiques pendant un atelier auquel tous les partenaires ont été invités, y compris les représentants des collectivités participantes. Il s'agit d'un bon exemple de communication des perceptions et de résolution des divergences d'opinions pendant le projet.

Au début du projet, les partenaires ont adopté un vaste cadre d'exploitation qui comportait des énoncés généraux des résultats précisés en fonction des nouvelles connaissances produites pendant le projet et lors des discussions régulières sur la progression du projet et les défis auxquels les partenaires faisaient face. Le terme « gestion évolutive » a été utilisé pour désigner ce processus itératif décrit comme suit par l'un des partenaires : « Nous avons créé une base et, au fil de notre progression, les résultats [des études menées dans les collectivités] sont arrivés et nous avons modifié les stratégies en conséquence. » Dans ce cadre, les connaissances produites ont contribué directement à mieux cibler la stratégie relative au projet et les résultats subséquents.

Les partenaires ont convenu d'avoir une responsabilité mutuelle, c'est-à-dire qu'ils étaient responsables les uns envers les autres et avaient tous leur mot à dire dans la prise de décisions. Pour veiller à ce que tous les partenaires aient un statut équivalent au sein du partenariat, la University of Manitoba a signé une entente avec chacun d'eux.

3. Résultats

Les partenaires ont obtenu les résultats prévus et signalé deux résultats imprévus importants.

Nouveaux programmes universitaires interdisciplinaires

En 2009, les partenaires ont réussi à créer et à lancer deux programmes universitaires interdisciplinaires appliqués. Le premier programme est une maîtrise de deux ans en gestion des ressources et de l'environnement (programme MREM, devant être offert par l'Université Nord-Sud) qui met l'accent sur l'égalité entre les sexes. Il offre aux étudiants une perspective interdisciplinaire sur la gestion des ressources et de l'environnement en utilisant la pauvreté et l'égalité entre les sexes comme thèmes transversaux. Le programme MREM a été conçu selon les profils des dix collectivités participantes et articulé autour de quatre grands domaines (activités socioéconomiques, comparaison entre les sexes, ressources et environnement). Il comprend un volet sur le terrain dans le cadre duquel les étudiants travaillent et mènent des recherches dans l'un des dix villages participants. Jusqu'à maintenant, 69 étudiants se sont inscrits à ce programme, y compris 19 femmes. Une série d'ateliers ont eu lieu pour concevoir le programme dans son ensemble et ses composantes. Ces ateliers ont donné lieu à la participation des universités et ONG partenaires, des membres des collectivités chargés de la gestion des ressources et de l'environnement à l'échelle locale, des décideurs gouvernementaux, du milieu universitaire, des représentants d'organismes internationaux et des dirigeants d'associations de l'industrie et d'organismes écologistes militants.

Le deuxième programme créé est le certificat en gouvernance environnementale, qui est maintenant offert par l'Institut d'études sur la gouvernance de l'Université BRAC. Il s'adresse aux cadres du secteur privé, gouvernemental ou non gouvernemental qui souhaitent acquérir des connaissances sur les questions et les préoccupations environnementales, notamment la

gouvernance environnementale et les compétences en gestion nécessaires pour travailler avec efficacité dans ce domaine. Le programme combine des cours théoriques et des activités d'apprentissage par l'expérience sous la forme d'un stage sur le terrain pendant lequel les étudiants doivent appliquer leurs connaissances. Par exemple, les étudiants ont utilisé des outils pratiques comme l'évaluation des répercussions environnementales et sociales en aidant les collectivités à mettre en œuvre leurs plans de développement local. Depuis son lancement, ce programme a été donné trois fois à un total de 36 étudiants, y compris sept femmes.

Les initiatives de microcrédit écologique améliorent la vie des populations.

Treize groupes de femmes et d'épargne et dix organismes communautaires ont mis en œuvre des programmes de microcrédit écologique fondé sur les ressources naturelles. Dix-neuf initiatives de microcrédit ont été approuvées, ont fait l'objet d'un projet pilote et sont en cours de mise en œuvre par des individus ou des groupes d'individus. Les initiatives soutenues comprennent un projet intégré de construction d'une pépinière, de production de légumes et de compostage du fumier de vache, ainsi qu'un projet de culture du *maila* (une matière première utilisée pour tisser les matelas traditionnels) en jachère. Les entrepreneurs qui ont lancé ces projets ont signalé qu'ils tiraient un grand avantage des fonds prêtés et du soutien technique fourni pour la mise en œuvre de leurs projets.

Participation des intervenants à un dialogue sur les politiques nationales

Les partenaires ont réalisé d'excellents progrès en ce qui concerne l'instauration d'un réseau national sur la gouvernance environnementale et le développement durable. Trois dialogues sur les politiques nationales, c'est-à-dire sur les politiques des zones humides, les négociations relatives au climat et l'environnement de réglementation, ont eu lieu et plusieurs ministères du gouvernement du Bangladesh et des ONGs internationaux y ont participé. Comme preuve des retombées du projet, la Banque du Bangladesh a récemment annoncé une politique nationale sur l'établissement d'une banque verte pour promouvoir la construction d'institutions financières écologiques au pays.

Nouvelles connaissances produites

Les partenaires du projet ont publié deux articles scientifiques, deux thèses de doctorat et cinq mémoires de maîtrise sur des sujets liés aux défis en matière de gouvernance environnementale auxquels font face les collectivités participantes. Ils ont également publié quatre éditions d'un bulletin d'information sur leur projet pour communiquer leur expérience.

Résultats imprévus

L'octroi d'une subvention de quatre ans du Centre de recherche et de développement international (CRDI) à la University of Manitoba et à ses partenaires pour mener un projet de recherche collaborative sur les changements climatiques et la dengue au Bangladesh constitue une réalisation imprévue considérable de ce partenariat. De plus, les partenaires ont reçu des demandes d'un nombre important d'organismes nationaux et régionaux de l'Asie du Sud afin de former une coalition pour le plaidoyer et pour influencer les politiques liées à la gouvernance environnementale.

4. Pratiques novatrices : forces et défis

Les partenaires ont mis en œuvre un large éventail de pratiques novatrices qui leur ont permis de surmonter certains défis importants. L'un de ces défis découle du fait que, de façon générale, les universités ne s'associent pas aux ONGs et les collectivités au Bangladesh (surtout avec les collectivités). Par conséquent, cette collaboration était une nouvelle expérience à la fois pour les universités et pour les collectivités. Une stratégie adéquate a été élaborée afin de faciliter la collaboration entre ces deux types de partenaires pour permettre aux étudiants d'appliquer leurs compétences, de produire des connaissances et de préparer des études de cas aux fins des cours universitaires, et pour aider les étudiants à faire participer les collectivités à des processus conçus pour contribuer à surmonter les défis en matière de développement. Ce défi a été relevé avec succès par tous les partenaires qui se sont informés sur les réalités des autres partenaires et sur leurs contributions uniques aux défis que le partenariat tentait de relever. Une collaboration

étroite était nécessaire au succès de ce projet. Dans le cadre de processus d'échanges réciproques, les partenaires ont pu faciliter la convergence des points de vue et veiller à ce que le partenariat soit en mesure d'aller de l'avant.

Les partenaires ont réussi à établir des liens solides entre les trois aspects de la mission de l'université (l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité) au moyen d'un ensemble d'activités complémentaires : les nouvelles connaissances recueillies auprès des collectivités ont été intégrées aux nouveaux programmes universitaires, les équipes d'étudiants universitaires et d'ONG ont appuyé les efforts des collectivités participantes en vue de lancer des initiatives de microcrédit écologique et les chercheurs ont été en mesure d'officialiser les connaissances théoriques et pratiques de tous les participants dans des articles, des thèses et d'autres publications aux fins de la diffusion de ces connaissances.

Enfin, la culture d'apprentissage collaboratif du projet selon laquelle « nous apprenons tous ensemble », reflète la valeur accordée par les partenaires aux divers types de connaissances (théoriques, appliquées et pratiques) analysées à des fins de production, d'action et de diffusion.

5. Regard vers l'avenir

L'importance mondiale du projet de recherche sur la dengue financé par le CRDI au Bangladesh en ce qui concerne le rôle de la gestion environnementale dans la santé des écosystèmes a été expliquée dans l'émission *The Nature of Things*, diffusée à la CBC le 17 janvier 2013.

Les résultats du projet obtenus jusqu'à maintenant indiquent que les nouveaux cours et les nouvelles démarches sont en cours d'intégration dans les pratiques et les programmes réguliers des partenaires. De plus, les partenaires ont contribué à la diffusion du concept de microcrédit écologique au Bangladesh à l'aide d'exemples concrets. Les efforts consacrés à consigner leur expérience motiveront certainement d'autres équipes universitaires à participer à des programmes semblables comportant des liens tout aussi étroits entre l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité.

Personne-ressource :

C. Emdad Haque, professeur, Institut des ressources naturelles, University of Manitoba,
haquece@ms.umanitoba.ca.